



# UN RÉGIME DANS LA TOURMENTE

Le système de sécurité intérieure  
et extérieure du Bélarus

**Andreï PARATNIKAU**

Août 2020



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0214-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Couverture : © President.gov.by

### **Comment citer cette publication :**

Andreï Paratnikau, « Un régime dans la tourmente : le système de sécurité intérieure et extérieure du Bélarus », *Russie.Nei.Reports*, n° 32, Ifri, août 2020.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15–FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00–Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)



# Auteur

**Andreï Paratnikau (Porotnikov)** dirige le *Belarus Security Blog*, l'un des principaux sites d'analyse indépendants du pays consacrés aux questions de sécurité nationale, qu'il a fondé en 2011. Entre 2000 et 2007, il a travaillé pour le Service des enquêtes du Bureau régional de Minsk du ministère de l'Intérieur. Dans le cadre du *Belarus Security Blog*, il a rédigé de nombreuses études portant notamment sur les services spéciaux du Bélarus, la protection de la frontière avec la Russie et la capacité de Minsk à mener des opérations militaires extérieures.

Andreï Porotnikov est aussi l'auteur de projets de loi alternatifs sur la défense et sur les armements. Il a contribué à l'élaboration des programmes politiques des partis Front populaire bélarusse et Démocratie chrétienne bélarusse, et des mouvements civiques « Pour la liberté » et « Dis la vérité ».

Lauréat du prix Svetlana Naoumova (qui rend hommage à une politologue bélarusse renommée) du meilleur politologue de l'année 2019, il est éditorialiste à l'hebdomadaire *Svobodnye novosti+* et co-anime plusieurs émissions de la radio *Račyja*. Il a rédigé plus de cent articles majoritairement consacrés à la politique intérieure et extérieure du Bélarus dans le domaine de la sécurité.



# Résumé

Plongé dans une crise socio-économique, le Bélarus ne peut plus compter sur le soutien financier que la Russie lui a longtemps octroyé. Dès lors, la survie du régime repose plus que jamais sur l'appareil sécuritaire de l'État. Déterminé à asseoir son pouvoir absolu, Alexandre Loukachenko réprime l'opposition et fragmente les structures assurant la sécurité intérieure du régime. Les forces de l'ordre font l'objet d'un contrôle efficace qui les rend hermétiques à la moindre influence extérieure et tue dans l'œuf toute tentative de rébellion en leur sein.

En matière de défense, le Kremlin a toujours imposé à Minsk une coopération sécuritaire en contrepartie de son assistance économique et politique, sans lui imposer de restrictions fortes pour autant. De fait, le Bélarus participe activement au système officieux d'endiguement de l'expansionnisme russe qui a émergé dans l'espace postsoviétique. Il fait partie de coalitions informelles regroupant des pays de la région et tente également d'impliquer divers acteurs extérieurs. Pour sa part, Moscou souhaite une transition du pouvoir bélarusse qui servirait ses intérêts, mais ne cherche pas à provoquer la chute du régime en place. L'objectif stratégique du Kremlin n'est pas d'annexer le Bélarus, mais de le « vassaliser ».





# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>9</b>
<b>LES INSTRUMENTS DE LA SÉCURITÉ EXTÉRIEURE.....</b>	<b>11</b>
<b>Se tenir aux côtés de la Russie.....</b>	<b>11</b>
<b>... tout en contribuant à son endiguement.....</b>	<b>13</b>
<b>Les objectifs stratégiques du Kremlin au Bélarus .....</b>	<b>17</b>
<b>LA SÉCURITÉ MILITAIRE .....</b>	<b>19</b>
<b>Les affaires militaires.....</b>	<b>19</b>
<b>Le complexe militaro-industriel.....</b>	<b>22</b>
<b>L'armée bélarusse n'est pas l'armée russe .....</b>	<b>25</b>
<b>L'argent est le problème principal, mais pas le seul .....</b>	<b>26</b>
<b>La communauté bélarusse du renseignement .....</b>	<b>28</b>
<b>LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE DU RÉGIME.....</b>	<b>31</b>
<b>Les principales étapes de la formation du système     de sécurité intérieure .....</b>	<b>31</b>
<b>Un paradoxe inconnu .....</b>	<b>35</b>
<b>L'entretien de la loyauté .....</b>	<b>36</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>39</b>



# Introduction

L'organisation, les moyens techniques et, dans une large mesure, l'idéologie du système de sécurité nationale du Bélarus, qui a commencé à se former en 1992, étaient directement hérités de l'Union soviétique. L'effondrement de celle-ci s'est accompagné d'une période de crise sociale, économique et politique. La plupart des élites politiques actuelles du Bélarus ont commencé leur carrière au cours de cette période et le spectre des « terribles années 1990 » continue de les hanter. À leurs yeux, la situation actuelle du pays, certes imparfaite, a toutefois le mérite d'être relativement stable. Comme en Russie et dans d'autres pays postsoviétiques, le pouvoir bélarusse entretient cette stabilité au prix de l'abandon des droits et libertés politiques et, partiellement, économiques.

Cette stabilité semble toutefois menacée aujourd'hui. La campagne présidentielle actuelle montre qu'un nombre croissant de Bélarusses (probablement plus de la moitié) a pour mot d'ordre « tout sauf Loukachenko ». En particulier, la génération qui n'a pas connu les années 1990 et qui estime que le pays doit changer de cap se montre de plus en plus active.

Le système de gouvernance non démocratique de Loukachenko a longtemps reposé sur trois piliers : le soutien financier, économique et politique de la Russie ; la loyauté d'une population et d'une bureaucratie satisfaites par la croissance constante de leurs revenus ; et le recours aux structures de sécurité pour réprimer la contestation à l'intérieur du pays et dissuader toute ingérence extérieure. Néanmoins, au cours des cinq dernières années, la situation a radicalement changé, ce que confirment de nombreux indicateurs. Ainsi, en 2011, où une grave crise financière a vu la monnaie nationale perdre les deux tiers de sa valeur, le produit intérieur brut (PIB) du Bélarus était de 61,76 milliards de dollars ; en 2014, il s'élevait à 78,8 milliards de dollars<sup>1</sup>. Or, en 2019, il est retombé à moins de 58,5 milliards de dollars<sup>2</sup>. Cette chute est due à l'inefficacité du modèle

---

Traduit du russe par Boris Samkov.

1. Données de la Banque mondiale pour le Bélarus au 8 juin 2020, World Bank Open Data, disponible sur : <https://data.worldbank.org>.

2. Évaluation préliminaire basée sur les chiffres de l'Agence bélarusse des statistiques (Belstat) au 8 juin 2020 et sur le taux de change annuel moyen du dollar et du rouble bélarusse indiqué par la Banque nationale du Bélarus.

économique du pays, masquée tout au long de la période postsoviétique par l'aide apportée par Moscou. La perte de ce soutien réduit significativement la capacité du régime à « acheter » la loyauté des citoyens. Faute de « carottes », c'est en usant du « bâton » que le président biélorusse entend conserver le pouvoir, comme le montrent les péripéties de la campagne électorale en cours.

# Les instruments de la sécurité extérieure

Pur produit de l'époque soviétique, le président Loukachenko ne partage pas les valeurs occidentales et perçoit l'Occident dans son ensemble comme une menace existentielle pour son propre pouvoir. Les noms des chefs d'État qu'il considère ou a considérés comme ses amis personnels ou comme des autorités morales en disent long sur sa vision du monde : Fidel et Raoul Castro, Hugo Chavez, Mouammar Kadhafi, Saddam Hussein, Slobodan Milosevic, Ilham Aliev, Xi Jinping... Dès lors, il ne faut guère s'attendre à ce que le régime de Minsk épouse les valeurs ou cherche à rejoindre les mécanismes de sécurité des pays démocratiques.

## Se tenir aux côtés de la Russie...

Contrairement à ce qui s'est passé dans plusieurs autres républiques d'Union soviétique, à l'exception notable de l'Asie centrale, les démocrates n'ont pas accédé au pouvoir au Bélarus au début des années 1990, ce qui s'explique autant par la faiblesse des mouvements pro-démocratiques locaux que par le conservatisme de la société de l'époque. Les fonctionnaires du Parti communiste ont conservé la maîtrise de tous les leviers du pays.

Pour l'élite administrative, militaro-policière et économique du Bélarus post-communiste, la Russie était un interlocuteur commode, et la coopération avec elle en matière de sécurité allait de soi. Arrivé au pouvoir en 1994, Alexandre Loukachenko a repris à son compte cette logique, parfaitement rationnelle à l'époque :

- En contrepartie de sa loyauté envers la Russie, le Bélarus se voyait accorder par Moscou des aides financières, des tarifs préférentiels et un soutien politique. L'élite russe a toujours été hostile à l'élargissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) vers l'Est, considérant qu'il dissimulait des intentions antirusse. Alexandre Loukachenko a su tirer parti de la situation. Il s'est engagé publiquement à ne jamais laisser passer de chars de l'Alliance en route pour Moscou par son territoire, et a reçu en coulisses des financements supplémentaires de la part du Kremlin.

- La Russie n'a jamais exigé que le Bélarus exécute strictement la totalité de ses engagements. Même après la conclusion d'accords formels, Minsk conservait une certaine marge de manœuvre.
- Dans les premières années de l'indépendance, le complexe militaro-industriel (CMI) du Bélarus était presque intégralement tourné vers la collaboration avec la Russie. À ce jour, l'armée bélarusse demeure encore principalement dotée d'équipements de fabrication soviétique. La coopération avec Moscou a permis au CMI bélarusse d'accéder au marché russe pour ses exportations et de bénéficier de l'entretien des armements hérités de l'Union soviétique.

L'alliance militaire avec la Russie était donc financièrement profitable au Bélarus et ne fournissait pas à Moscou de levier de contrôle supplémentaire sur le pays puisque d'une manière générale, les traités signés entre les anciennes républiques soviétiques n'étaient guère respectés.

Dans les années 1990, le bombardement de la Yougoslavie, l'invasion de l'Irak et l'expansion de l'OTAN vers l'Est ont suscité une certaine inquiétude à Minsk. Aux yeux du régime bélarusse, la Russie est alors apparue comme un protecteur indispensable face à l'Occident, y compris en matière militaire. Dès lors, la création du Groupe régional interarmées du Bélarus et de la Russie (1999) et du Système régional commun de défense antiaérienne (*de facto* en 1994, *de jure* en 2012<sup>3</sup>) s'est imposée comme une évidence. Il ne s'agissait pas d'un cas unique : la Russie a mis en place des structures similaires avec l'Arménie et le Kazakhstan. Il convient de noter qu'un groupe interarmées n'est formé que lorsque les deux pays estiment qu'ils font l'objet d'une même menace militaire. Quant au système de défense antiaérienne commun, il existe depuis les premières années de la période postsoviétique, sous la forme du Système de défense antiaérienne commun de la Communauté des États indépendants (CEI). En tout état de cause, ces deux formes de coopération ne prévoient pas le transfert du commandement des troupes bélarusses aux généraux russes en temps de paix<sup>4</sup>. Quant à la conduite des deux pays en période de menace et en temps de guerre, elle est classée secrète<sup>5</sup>.

---

3. « K voprosu sozdaniâ Edinoj regional'noj sistemy PVO » [Sur la création d'un système régional unifié de défense antiaérienne], *Belarus Security Blog*, 16 février 2012, disponible sur : <https://bsblog.info>.

4. « Accord entre la Fédération de Russie et le Bélarus sur la sécurité régionale commune dans le domaine militaire » (entré en vigueur le 14 mai 1999), *Actes législatifs de la Fédération de Russie*, N° 7, 18 février 2008, p. 553, disponible sur : <http://docs.cntd.ru> ; et « Accord entre la Fédération de Russie et la République du Bélarus sur la protection conjointe de la frontière extérieure de l'État de l'Union dans l'espace aérien et la création d'un système régional unifié de défense aérienne de la Fédération de Russie et de la République du Bélarus » (comporte les amendements

Créée en octobre 2002, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) était initialement considérée par Minsk non pas comme un bloc politico-militaire, mais comme une organisation internationale destinée à répondre à deux objectifs. Premièrement, assurer la pérennité des régimes politiques en place dans les pays membres en s'appuyant sur la puissance russe, sur le modèle de la Sainte-Alliance en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. Deuxièmement, garantir aux alliés de la Russie un soutien militaire et technique fourni gratuitement par Moscou. Sur ce point, les partenaires de la Russie ont été déçus : cette dernière ne leur a pas offert de nouveaux armements mais leur a seulement proposé de les acquérir à des conditions préférentielles<sup>6</sup>. L'aide gracieuse s'est limitée aux domaines indispensables à la sécurité de la Russie elle-même, et ne s'est pas étendue au renforcement des capacités militaires de ses alliés. Le Bélarus en a gardé un certain ressentiment<sup>7</sup>.

## ... tout en contribuant à son endiguement

L'agression russe contre l'Ukraine, qui a pris les pays de la CEI de court, a brutalement mis en évidence le caractère illusoire des garanties d'indépendance et d'intégrité territoriale précédemment données par le Kremlin. Les membres de la CEI se sont alors retrouvés dans une situation pour le moins compliquée : ils devaient assurer leur propre sécurité tout en maintenant des relations correctes avec la Russie. Ils disposaient pour cela de plusieurs options. Premièrement, renforcer leur coopération avec des pays ou des blocs extérieurs capables de contrebalancer au moins en partie l'influence russe. Seules trois forces répondant à ces critères sont actives dans l'espace postsoviétique : la Chine, l'Occident et la Turquie. Deuxièmement, s'abstenir de toute décision que Moscou pourrait interpréter comme une menace pour sa sécurité, comme celles d'adhérer à des blocs hostiles à la Russie ou d'accepter le déploiement sur leur territoire d'infrastructures militaires de pays tiers. Troisièmement, afficher

---

adoptés le 2 novembre 2016) ; Fonds numérique de documentation juridique, normative et technique, 8 juin 2020, disponible sur : <http://docs.cntd.ru>.

5. Voir, par exemple, « Résolution du Conseil suprême de l'État de l'Union du Bélarus et de la Russie "Sur la planification de l'utilisation du groupement régional des troupes (forces) de la République du Bélarus et de la Fédération de Russie" », n° 5, sur le site du Comité permanent de l'État de l'Union, 25 février 2016, disponible sur : [www.postkomsg.com](http://www.postkomsg.com).

6. « Situation in the Field of National Security and Defence of Belarus (May 2017) », *Belarus Security Blog*, 25 juin 2017, disponible sur : <https://bsblog.info>.

7. « Lukašenko : Belarús' vystupaet za skorejše osnaščenie KSOR novejšimi obrazcami vooruženia i voennoj tehniky » [Loukachenko : le Bélarus est favorable à ce que les Forces collectives de réaction rapide (KSOR) soient équipées dès que possible des armes et des équipements militaires les plus modernes], *BelTA*, 13 juin 2017, disponible sur : [www.belta.by](http://www.belta.by).

leur loyauté envers le Kremlin, notamment à travers la coopération sécuritaire. Quatrièmement, maintenir un dialogue politique et sécuritaire de haut niveau avec Moscou afin de pouvoir découvrir le plus tôt possible les intentions russes et s'y adapter. Enfin, contenir les ambitions russes dans le cadre des structures intégrées afin d'empêcher Moscou de mobiliser ces organisations dans sa confrontation avec l'Occident et de l'empêtrer dans des questions procédurales.

Les organisations postsoviétiques sont en effet restées à l'écart des conflits entre la Russie et l'Occident. Aucun autre pays de la CEI n'a reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud et l'annexion de la Crimée. Quand en novembre 2015, la Turquie a abattu un bombardier russe, l'Arménie a été le seul pays à exprimer à la Russie un soutien fort et dénué d'ambiguïté. Les autres États de l'OTSC et de la CEI se sont abstenus de commenter l'événement<sup>8</sup>.

Plus de six ans après le début de l'agression russe contre l'Ukraine, une sorte d'union informelle existe aujourd'hui entre le Bélarus, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. L'Ouzbékistan pourrait s'y joindre à moyen terme. Tous ces pays partagent une certaine méfiance à l'égard de la politique de Moscou dans la région, une volonté d'endiguer l'expansionnisme russe et de se soutenir mutuellement face à d'éventuels défis que pourrait lancer le Kremlin.

En parallèle, le Bélarus développe activement sa coopération bilatérale avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan. Celle-ci repose en grande partie sur l'exportation de produits et de services militaro-industriels bélarusses. Minsk forme également des cadres des services de sécurité de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan, et pourrait le faire à l'avenir pour l'Ouzbékistan. Moscou surveille cette activité, sans pour autant s'y opposer.

L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Bélarus accueillent régulièrement des négociations sur des questions sécuritaires importantes pour Moscou. L'avenir du Donbass est discuté dans la capitale bélarusse ; des pourparlers sur la guerre en Syrie ont eu lieu au Kazakhstan ; et des réunions entre des commandants militaires occidentaux et russes de haut niveau se tiennent régulièrement à Bakou. Dans une certaine mesure, cela préserve les trois pays des pressions russes. Le Bélarus souhaiterait faire évoluer son statut de plateforme de négociation vers celui de centre d'élaboration de nouvelles règles pour la sécurité internationale en Europe. Dans cet

---

8. « Na sammite ODKB Rossiâ ne našla ponimaniâ v protivostoânii s Turciej » [Au sommet de l'OTSC, la Russie n'a pas été soutenue dans sa confrontation avec la Turquie], *Naše mnenie*, 23 décembre 2015, disponible sur : <https://nmnby.eu>.



objectif, il promeut activement le lancement d'un « processus de Minsk » qui pourrait aboutir à la signature d'un document comparable à l'Acte d'Helsinki de 1975. En 2019, suite à l'abandon du traité américano-soviétique sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), le président Loukachenko a plaidé pour l'élaboration d'un nouvel accord sur la limitation des missiles en Europe<sup>9</sup>.

Bien que la Russie domine l'espace postsoviétique en matière militaire et économique, dans le domaine politique, elle n'est que le *primus inter pares*. Les décisions prises dans le cadre des organisations régionales sont, en effet, adoptées par consensus. Les tentatives de Moscou visant à conférer une dimension politique à l'Union économique eurasiatique (UEEA) ont été bloquées par Minsk et Noursoultan, qui considèrent que cette union doit rester exclusivement commerciale et économique<sup>10</sup>.

Le Bélarus entretient traditionnellement des relations de partenariat avec l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie, indépendamment des forces politiques qui les dirigent. Minsk appuie fermement et sans ambiguïté l'inviolabilité des frontières de ces pays et ne reconnaît pas les formations quasi étatiques que la Russie a mises en place sur une partie de leur territoire. Sur la Crimée, la position des autorités bélarusses est cependant assez ambivalente : elles estiment que l'Ukraine a cédé la péninsule à la Russie en renonçant à la défendre par les armes. Pour autant, Minsk ne reconnaît pas non plus l'annexion de la Crimée<sup>11</sup>. En outre, il convient de rappeler qu'à l'été 2014, lors de l'intervention militaire russe dans le Donbass, le Bélarus a fourni à l'armée ukrainienne, à des conditions préférentielles, du carburant produit à partir de pétrole acheté à prix réduit à la Russie. Cet épisode illustre toute la complexité, l'ambiguïté et les faux-semblants des relations entre les États postsoviétiques.

Les rapports entre le Bélarus et l'Ukraine sont toutefois plus difficiles depuis quatre ans. Les deux pays ont nourri des attentes irréalistes l'un envers l'autre et ne sont pas parvenus à définir des objectifs stratégiques communs et un programme positif de coopération bilatérale politique et sécuritaire.

---

9. « Belarus' iniciiruet razrabotku deklaracii o nerasprostranении RSMD v Evrope » [Le Bélarus à l'origine de l'élaboration d'une déclaration sur la non-prolifération des missiles à portée intermédiaire en Europe], *BelTA*, 8 décembre 2019, disponible sur : <https://www.belta.by>.

10. « Nazarbaev prizval ne politizirovat' Evrazijskij soûz » [Nazarbaïev appelle à ne pas politiser l'Union eurasiatique], *Total*, 25 décembre 2013, disponible sur : <https://total.kz>.

11. « Lukašenko : Ukraina "sdala Krym bez boâ" potomu, što ne sčitaet êtu territoriu svoej » [Loukachenko : la Crimée a « abandonné la Crimée sans combattre » parce qu'elle ne considère pas que ce territoire lui appartient], *RT*, 22 avril 2014, disponible sur : [www.youtube.com](http://www.youtube.com).

Outre le développement de coalitions périphériques avec divers pays postsoviétiques, la stratégie du Bélarus consiste à limiter l'influence de la Russie en Europe de l'Est en impliquant plus activement dans les affaires régionales des acteurs extérieurs, à savoir la Chine, la Turquie et les États-Unis (le régime bélarusse considère l'Union européenne comme le *junior partner* des Américains). Les relations entre Minsk et ces acteurs extrarégionaux sortent du cadre du présent article. Il convient seulement de noter ceci :

- Le Bélarus, qui attendait manifestement trop de l'assistance militaro-technique et politique de Pékin, est aujourd'hui déçu des résultats de sa coopération avec la Chine.
- La collaboration sécuritaire entre la Turquie et le Bélarus pourrait être considérable (partage de renseignements, coopération militaro-industrielle, formation conjointe de personnel militaire), mais reste encore sous-exploitée.
- Le Bélarus souhaite entretenir avec Washington et l'OTAN un dialogue direct sur les questions de sécurité régionale ; en d'autres termes, il aspire à être reconnu comme un acteur régional important et autonome. Minsk veut également déconstruire la perception selon laquelle son armée ne serait qu'un appendice de la machine de guerre russe et le Bélarus dépendrait entièrement du Kremlin pour sa sécurité.

Le régime bélarusse ne se contente pas d'affirmer son ambition d'établir une coopération avec Washington dans le domaine de la sécurité. Il prend également des mesures pratiques pour démontrer le sérieux de ses intentions :

- Il étend sa collaboration avec les États-Unis en matière de lutte contre la criminalité transfrontalière et le terrorisme.
- Il se montre prêt à fournir des armes aux groupes pro-américains actifs en Syrie (certes pas directement mais à travers un intermédiaire bulgare<sup>12</sup>).
- Il a contribué à l'approvisionnement des troupes de l'OTAN déployées en Afghanistan<sup>13</sup>.

---

12. « Meet The Obscure Company Behind America's Syria Fiasco », *BuzzFeedNews*, 17 septembre 2015, disponible sur : [www.buzzfeednews.com](http://www.buzzfeednews.com).

13. « Zagadka odnogo vizita » [Une visite mystérieuse], *Belarus Security Blog*, 19 février 2013, disponible sur : <https://bsblog.info>.

## Les objectifs stratégiques du Kremlin au Bélarus

La nature des relations entre le Bélarus et la Russie fait l'objet de nombreux mythes et mériterait un article à part. Il est toutefois possible d'en résumer certains aspects pour mieux comprendre l'environnement extérieur dans lequel le Bélarus s'est retrouvé en 2020.

L'union des deux pays est passée par trois étapes. Au moment de sa formation, ce projet était destiné à :

- ▀ Satisfaire les ambitions géopolitiques d'Alexandre Loukachenko, qui dépassaient largement son poids politique personnel et l'influence du Bélarus en tant que pays. Minsk revendiquait presque officiellement non seulement la suprématie au sein de l'Union bélarusso-russe, mais aussi le leadership sur l'ensemble de la partie orthodoxe du monde slave.
- ▀ Atténuer le traumatisme provoqué par l'effondrement de l'Union soviétique au sein de la société et des élites russes, en faisant naître l'espoir d'une éventuelle restauration future de l'empire.

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine a mis un terme aux ambitions de Loukachenko. La deuxième étape a alors commencé. Le Bélarus a commencé à utiliser l'« État de l'union » comme un canal de communication exclusif avec le Kremlin. L'existence de ce canal facilitait l'obtention par Minsk du soutien financier, économique et politique de la Russie, et aidait les acteurs économiques bélarusses à bénéficier d'un accès privilégié au marché russe. Pour Moscou, l'objectif était de maintenir son influence dans les pays de la CEI. L'« État de l'union » n'a jamais acquis d'identité propre et s'est transformé en « publicité » pour l'intégration avec la Russie, visant principalement à séduire l'Ukraine. Tout comme la République démocratique allemande était une vitrine du socialisme, le Bélarus est devenu une vitrine de l'intégration avec Moscou. Le soutien financier et économique de la Russie au Bélarus a atteint des niveaux sans précédent.

La guerre avec l'Ukraine en 2014-2015 a mis fin aux espoirs du Kremlin d'inclure ce pays dans son nouveau projet d'intégration, par essence impérial. Dès lors, le Kremlin n'avait plus besoin d'entretenir le Bélarus pour montrer les bénéfices d'un rapprochement avec la Russie. Alexandre Loukachenko a ouvertement pris le parti de l'Ukraine. La troisième étape de l'existence de l'Union russo-bélarusse a commencé.

Au-delà même des facteurs politiques, la Russie a été confrontée à des difficultés économiques objectives qui ont significativement réduit sa capacité à soutenir le Bélarus. Les relations personnelles entre les présidents Poutine et Loukachenko se sont également détériorées. Aucune avancée n'a été enregistrée depuis longtemps sur les dossiers bilatéraux majeurs.

Accusé de trahir les intérêts de Moscou et de coopérer avec ses adversaires (Kiev et l'Occident), Alexandre Loukachenko a perdu la plupart de ses soutiens en Russie. Or, ceux-ci étaient considérables. Traditionnellement, Minsk pouvait compter sur l'appui du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF), de l'Église orthodoxe russe, des structures de force et du complexe militaro-industriel, ainsi que d'un certain nombre de hauts fonctionnaires et de dirigeants de régions qui commerçaient avec le Bélarus. Aujourd'hui, seuls le président tchétchène Ramzan Kadyrov et le directeur du Service des renseignements extérieurs Sergueï Narychkine, dont l'autorité et le poids politique ne suffisent pas à peser sur la politique étrangère russe, affichent ouvertement une certaine sympathie envers le Bélarus et son président.

La Russie n'a pas renoncé à exercer son influence dans l'espace postsoviétique. Cet objectif reste même fondamental. Cependant, les ressources dont elle dispose à cette fin se réduisent. Le Kremlin cherche donc à conserver son emprise sur le Bélarus, mais à un coût bien moindre qu'auparavant. Pour le Kremlin, Loukachenko est un partenaire compliqué et même déplaisant, mais il présente l'avantage d'être familier et prévisible. En outre, du fait des spécificités du régime bélarusse et des opinions personnelles d'Alexandre Loukachenko, il paraît impossible que celui-ci rejoigne le camp occidental.

Idéalement, aux yeux du Kremlin, sa relation avec le Bélarus serait similaire à celle qu'il entretient avec l'Ossétie du Sud : celle-ci bénéficie d'une grande autonomie dans ses affaires intérieures mais est totalement soumise à la Russie en matière de politique étrangère, de sécurité et de politique monétaire, tout en conservant les attributs extérieurs d'un État souverain<sup>14</sup>.

---

14. « Traité d'alliance et d'intégration entre la Fédération de Russie et la République d'Ossétie du Sud », site de la présidence russe, 18 mars 2015, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

# La sécurité militaire

Le système de sécurité militaire du Bélarus se compose des forces armées, du complexe militaro-industriel et des services de renseignement extérieur. La mise en place de ce système peut être schématiquement divisée en deux étapes :

- L'étape postsoviétique (1992-2014), qui s'est essentiellement déroulée sous le signe de la préparation à une éventuelle confrontation avec l'OTAN. Dans ce cadre, le Bélarus a étudié avec attention les conflits au Kosovo, en Irak, en Syrie et en Libye.
- L'étape post-Crimée (à partir de 2014), quand les autorités de Minsk ont pris conscience que la menace venant de l'Est était plus réelle qu'un hypothétique affrontement avec l'Occident.

## Les affaires militaires

Le Bélarus a hérité de l'Union soviétique d'une armée de 250 000 soldats et d'un arsenal militaire immense. Au vu de la profonde crise économique dans laquelle le pays a été plongé lors de la première moitié des années 1990, il n'avait pas la possibilité financière de maintenir ses capacités militaires à un tel niveau. En outre, il ne disposait pas des équipements techniques nécessaires pour garantir l'aptitude opérationnelle de l'armée.

Tous les pays qui formaient la CEI étaient confrontés au même défi : adapter l'héritage militaire de l'URSS aux nouvelles réalités. Dès mars 1992, dix des quinze anciennes républiques soviétiques ont créé les Forces armées unies de la CEI. Celles-ci ont été dissoutes moins d'un an plus tard, mais elles ont joué un rôle important lors de la période de formation des armées nationales de leurs pays membres à partir de l'ancienne armée soviétique. La coopération en matière de défense et de sécurité entre les pays de la CEI reste à ce jour l'un de leurs principaux domaines d'interaction. La majeure partie de leurs armements provient des arsenaux soviétiques. Il est donc extrêmement difficile de les entretenir sans coopérer avec la Russie. Cependant, cette dépendance n'a jamais été à sens unique. Ayant hérité, selon diverses estimations, de plus de 80 % du complexe militaro-industriel de l'Union soviétique, la Russie n'effectuait le cycle de production complet que de 17 à 19 % des équipements. Elle avait

donc elle aussi objectivement intérêt à poursuivre sa coopération avec les autres pays de la CEI.

S'agissant du Bélarus, le choix en faveur d'une coopération militaire étroite avec Moscou était également lié à des facteurs géographiques (par exemple, le Bélarus ne dispose pas de champ de tir pour tester des systèmes de missiles antiaériens S-300 et des missiles tactiques), ainsi qu'au faible niveau du système d'enseignement militaire national, lequel ne suffisait pas à répondre aux besoins de l'armée dans tous les domaines de spécialité.

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, après avoir terminé la réforme de l'armée, les dirigeants bélarusses se sont inquiétés de son développement ultérieur. Alexandre Loukachenko a perçu les guerres en Yougoslavie et en Irak à la fois comme une tragédie personnelle et comme une menace immédiate. Les perspectives de rééquipement militaire dépendaient largement de la fourniture, de préférence gratuite, de nouvelles armes russes au Belarus.

Or, la Russie ne soutenait Minsk en matière militaire que de façon sélective et uniquement dans les domaines qui étaient importants pour sa propre sécurité. Le Kremlin refusait catégoriquement, et refuse toujours, de contribuer au développement des capacités militaires du Bélarus. Loukachenko a espéré en vain obtenir à des conditions préférentielles des systèmes de missiles Iskander, puis des avions de chasse Su-30K<sup>15</sup> et des systèmes de défense antiaérienne S-400. Profitant de son droit de supervision en tant que concepteur, la Russie a bloqué en 2014 la modernisation de l'aviation de chasse de Minsk et a refusé cette année de mettre à sa disposition ses champs de tir pour des essais de missiles sol-sol bélarusses<sup>16</sup>. Les nouveaux armements russes sont livrés contre rétribution et le plus souvent dans une configuration d'exportation, c'est-à-dire avec des fonctionnalités considérablement limitées.

Malgré les tensions affectant les relations bilatérales, l'armée russe reste le principal partenaire de l'armée bélarusse. Une cinquantaine d'exercices conjoints sont organisés tout au long de l'année, essentiellement au niveau des bataillons. Seuls les exercices stratégiques conjoints, qui ont lieu tous les deux ans, se déroulent au niveau des brigades ou des divisions.

---

15. « Lukašenko gotov razmestit' rossijskie samolety na territorii Belarusi » [Loukachenko est prêt à déployer des avions russes au Bélarus], *Interfax-Zapad*, 24 décembre 2019, disponible sur : <https://interfax.by>.

16. « Building Belarus' Defense Capacity Is at Odds With Russia's Interests », *Belarus in focus*, 18-24 mai 2020, disponible sur : <https://belarusinfofocus.info>.

Du point de vue des autorités biélorusses, les exercices conjoints remplissent plusieurs fonctions, au-delà de la préparation militaire :

- Ils confirment le dévouement du Bélarus à son alliance militaire avec la Russie, ce qui favorise le règlement de problèmes aussi bien politiques qu'économiques en faveur de Minsk ;
- Ils permettent d'afficher le haut niveau de préparation au combat des forces biélorusses, ce qui peut dissuader Moscou d'exercer une pression militaire sur le pays ;
- Ils offrent la possibilité d'étudier l'expérience et la tactique russes, pour s'en inspirer mais aussi pour être en mesure de résister à la Russie en cas d'agression.

À cet égard, la guerre russo-ukrainienne a eu un impact profond sur l'entraînement de l'armée biélorusse. Des exercices réunissant les gardes-frontières, les unités de l'armée et celles du ministère de l'Intérieur sont désormais régulièrement organisés. Ils portent notamment sur l'anéantissement de forces ennemies qui franchiraient la frontière nationale, sur la répression d'émeutes de masse accompagnées de l'occupation des bâtiments administratifs, sur le blocage des théâtres d'opérations, sur le transfert d'unités militaires sur des distances allant jusqu'à 1 000 kilomètres et sur la lutte contre le sabotage. La défense territoriale a été réorganisée en vue d'accroître la capacité des forces chargées de la défense du territoire national à contrer non plus d'hypothétiques guérilleros ou terroristes, mais des unités d'armée régulière.

L'armée biélorusse se prépare à une guerre d'intensité modérée ou à une guerre « hybride », pendant laquelle il ne lui sera pas possible d'assurer la continuité des communications et du contrôle de ses troupes. Les dirigeants de Minsk considèrent que la forme la plus probable d'un tel conflit est un affrontement local entre États, livré par des forces limitées (de l'ordre d'une division de chaque côté) et ne visant pas à vaincre l'ennemi de façon décisive et à le forcer à capituler. Ils se gardent bien de désigner nommément le probable agresseur, mais se déclarent prêts à répondre à des menaces militaires venant de n'importe quelle direction.

En octobre 2016, le secrétaire du Conseil de sécurité du Bélarus Stanislav Zas a exprimé l'idée que la guerre moderne était une guerre pour les villes<sup>17</sup>. Cette vision ne s'est traduite que par quelques changements en matière de préparation des troupes, mais n'a pas eu d'effet sur leurs

---

17. « Situation in the Field of National Security and Defense of Belarus (October 2016) », *Belarus Security Blog*, 22 novembre 2016, disponible sur : <https://bsblog.info>.

équipements : il n'y a pas eu d'augmentation sérieuse du nombre d'unités de génie, et l'armée ne dispose toujours pas de véhicules blindés surprotégés à usages multiples montés sur chenilles.

L'armée nationale a été réorganisée :

- ▀ Les effectifs des troupes de réserve ont été augmentés.
- ▀ Les effectifs globaux de l'armée ont également été augmentés, en particulier ceux des Forces d'opérations spéciales.

Les plans de défense de l'État adoptés en 2014 et 2019 tiennent compte de l'expérience des guerres en Ukraine et en Syrie. Une attention particulière a notamment été portée aux drones : des unités spécialisées ont été créées au sein des Forces d'opérations spéciales et des escadrilles de drones doivent être intégrées en 2020-2021 aux brigades mécanisées. Jusqu'à présent, il ne s'agit que de drones de reconnaissance, de production locale ou russe : le Bélarus a l'ambition de fabriquer ses propres drones de combat, mais les efforts engagés en ce sens sont encore loin de porter leurs fruits, du fait des difficultés techniques de la tâche. Fait significatif, les drones russes utilisés par l'armée bélarusse ne sont que des appareils civils. Malgré l'alliance formelle qui existe entre les deux pays, Moscou refuse de vendre des drones militaires à Minsk.

## Le complexe militaro-industriel

La disparition du marché militaire unique de l'Union soviétique et l'effondrement des dépenses de défense des pays postsoviétiques ont placé le complexe militaire bélarusse devant une alternative simple : « se développer ou mourir ». De nombreuses entreprises de défense ont effectivement disparu, mais de nouvelles entreprises privées ont émergé (par exemple, Tetraedr ou Minotor-Service). Le complexe militaro-industriel national a survécu et s'est développé, en grande partie grâce aux technologies soviétiques dont il disposait et qui dataient souvent des années 1960-1970. Les nouvelles solutions de production ont permis de tirer profit de ces technologies anciennes, qui rapportent aujourd'hui encore des centaines de millions d'euros de recettes chaque année.

Le pays n'avait pas la capacité financière de procéder à l'entretien, à la réparation et à la modernisation des équipements militaires soviétiques en Russie ou en Ukraine. La relocalisation de ces opérations a stimulé le développement du CMI bélarusse. Le marché intérieur n'a jamais été d'une importance cruciale pour le CMI bélarusse, mais l'acquisition en interne de nouvelles compétences a permis d'augmenter les exportations de services et de produits militaires.



La coopération militaro-industrielle avec la Russie n'a pas connu d'amélioration qualitative. Les deux pays restent l'un pour l'autre des fournisseurs de biens et de services. Des investisseurs russes ont cherché à entrer dans le capital des plus grandes entreprises du CMI bélarusse spécialisées dans la construction d'avions et de machines, l'optique, l'électronique et les technologies spatiales, mais les autorités de Minsk s'y sont opposées. Elles soupçonnaient Moscou de chercher par ce biais à prendre possession des technologies et du système de formation des ingénieurs bélarusses, et à transférer la production en Russie. Des projets de création de coentreprises destinées à élaborer et fabriquer des systèmes de défense antiaérienne, des avions, des véhicules blindés et des systèmes militaires électroniques ont été annoncés à plusieurs reprises. Ils n'ont toutefois pas été concrétisés, en raison de la méfiance réciproque (citons à titre d'exemples la *joint-venture* « REB Technologiya » qui n'a jamais commencé à fonctionner, ou encore les projets non réalisés de développement conjoint d'un complexe de missiles antiaériens à courte portée).

La Russie a refusé de fournir son assistance technique à la modernisation des chasseurs MiG-29 de l'armée de l'air bélarusse et de lui vendre de nouveaux chasseurs MiG-29M/M2. Au lieu de cela, elle a fait signer à Minsk un contrat portant sur l'achat de chasseurs lourds Su-30SM, dont l'exploitation est onéreuse et qui sont redondants pour le Bélarus en matière de capacités<sup>18</sup>.

Le Bélarus et la Russie se sont de plus en plus souvent retrouvés en position de concurrence sur les marchés étrangers. Les fabricants d'armes bélarusses se sont plaints de la concurrence déloyale de leurs homologues russes<sup>19</sup>. Contrairement aux annonces politiques, ils n'ont pas obtenu d'accès direct au marché russe : ils ne peuvent s'y implanter qu'en tant que sous-traitants. La politique russe de substitution des importations a posé un problème supplémentaire : la Russie produit désormais des produits analogues à ceux fabriqués en Occident ou en Ukraine, mais aussi au Bélarus.

Moscou n'a pas souhaité laisser ses champs de tir à la disposition de Minsk pour y effectuer des essais des missiles sol-sol d'une portée de

---

18. « On the Supply of SU-30sm to Belarus: The Background », *Belarus Security Blog*, 28 novembre 2019, disponible sur : <https://bsblog.info>.

19. « Rossijskim kompaniâm nado smirit'sâ s tem, što oni uže ne âvlâûtsâ zakonodatelâmi mod » [Les entreprises russes doivent accepter que ce ne sont plus elles qui donnent le « la »], *Belarus Security Blog*, 28 juillet 2012, disponible sur : <https://bsblog.info>.

300 kilomètres fabriqués au Bélarus<sup>20</sup>. Vu de Minsk, ce refus est lié à des considérations d'ordre à la fois politique et économique (la Russie ne souhaitant pas contribuer à l'essor d'un concurrent sur le marché des missiles).

La Russie reste le plus gros client du CMI bélarusse, mais l'importance de son marché pour l'industrie de la défense du pays diminue progressivement. Selon les estimations des spécialistes russes, en 2015, plus de la moitié de la production militaire bélarusse était exportée vers la Russie. Fin 2018, selon des sources officielles bélarusses, les livraisons à la Russie représentaient 33 % du volume total des exportations<sup>21</sup>. En 2019, la part du marché russe n'excédait pas 26 % du volume total des exportations<sup>22</sup>. L'importance du marché russe pour le CMI bélarusse diminue donc tant en termes relatifs qu'en termes absolus. Toutefois, il reste pratiquement le seul débouché pour un certain nombre d'entreprises, dont il absorbe 80 %, voire davantage, de leur volume de production.

La dépendance technique de l'armée bélarusse vis-à-vis de la Russie diminue également – non pas du fait d'un réarmement massif, mais à cause de la suppression d'un certain nombre d'armements, dont la maintenance n'était possible qu'en coopération avec Moscou. Afin d'économiser des devises, il a été décidé, dans la mesure du possible, d'effectuer la maintenance des équipements militaires au Bélarus.

Dans la période « post-Crimée », le complexe militaro-industriel bélarusse a progressé dans trois domaines importants :

- La modernisation et la production de missiles, tout particulièrement avec la création du système sol-sol de haute précision « Polonez » et d'un missile antiaérien de moyenne portée ;
- La création d'une liaison par satellite protégée à destination militaire<sup>23</sup> ;

---

20. « Lukašenko rasskazal, začem Belarusi raketnoe vooruženie i kakaâ stoit strategičeskaâ zadača » [Loukachenko explique les raisons stratégiques pour lesquelles le Bélarus a besoin de missiles balistiques], *Belta*, 22 mai 2020, disponible sur : [www.belta.by](http://www.belta.by).

21. « Performance of the Military Industrial Complex in 2018: The Problems Remained Behind the Scenes », *Belarus Security Blog*, 23 mars 2019, disponible sur : <https://bsblog.info>.

22. « Goskomvoenprom predstavil svoi novinki ministru oborony i gossekretarû Soveta bezopasnosti » [Le Goskomvoenprom a présenté ses nouveautés au ministre de la Défense et au secrétaire du Conseil de sécurité], *Belteleradiokompania*, 31 janvier 2020, disponible sur : [www.tvr.by](http://www.tvr.by).

23. « Belarus' namerena razvivat' Nacional'nuû sistemu sputnikovoj svâzi i veščaniâ » [Le Bélarus a l'intention de développer un système national de communication et de diffusion par satellite], *Belta*, 12 avril 2016, disponible sur : [www.belta.by](http://www.belta.by).

- Le développement d'une école nationale de cryptographie<sup>24</sup>.

Tous ces projets doivent être compris comme une réaction au comportement adopté par Moscou dès avant la guerre russo-ukrainienne – un comportement que Minsk a jugé inamical et destiné à affaiblir les capacités militaires du Bélarus. Les deux premiers de ces projets doivent beaucoup à la coopération avec la Chine ; le troisième, en revanche, a été mis en œuvre de façon totalement indépendante. Dans chacun de ces domaines, le Bélarus s'est d'abord tourné, sans succès, vers la Russie pour obtenir son assistance.

Néanmoins, pour un ensemble de raisons, la coopération avec la Chine dans le domaine des technologies balistiques et spatiales a pratiquement atteint son « plafond de verre ». C'est pourquoi le Bélarus s'est désormais fixé pour objectif de maîtriser le cycle de production de missiles dans son intégralité, y compris la production des charges explosives et du propergol.

## L'armée bélarusse n'est pas l'armée russe

Il convient de souligner les efforts que le Bélarus a déployés pour développer un système national d'enseignement militaire. De nouveaux cursus ont été créés à l'Académie militaire, et une Académie d'aviation a été fondée. Surtout, depuis 2006, une Faculté de l'état-major général existe auprès de l'Académie militaire. Actuellement, les formations suivies en Russie ne portent que sur des domaines très pointus, dans lesquels seuls quelques spécialistes sont recrutés chaque année au Bélarus ; d'un point de vue économique, il ne serait pas judicieux que le pays « relocalise » ces filières. En revanche, chaque année, plus de 700 officiers sont formés pour les besoins du ministère de la Défense au Bélarus. 70 à 100 personnes sont envoyées en Russie pour y étudier. En outre, des experts militaires bélarusses sont formés en Chine<sup>25</sup>. Il est aussi prévu d'envoyer un groupe d'officiers suivre une formation en Serbie courant 2020<sup>26</sup>.

Le « visage » de l'armée bélarusse évolue également. Même si elle a gardé des apparences soviétiques, de sérieux changements se produisent en

---

24. « Razgovor u Prezidenta. Predsedatel' KGB Belarusi Valerij Vakul'čik » [Le directeur du KGB Valéri Vakoultchik : ma conversation avec le président], *Belteleradiokompania*, 2 février 2018, disponible sur : [www.tvr.by](http://www.tvr.by).

25. « Lukašenko : Kitaj sygral rešaŭščuŭ rol' v usilenii oboronosposobnosti Belarusi » [Loukachenko : la Chine a joué un rôle déterminant dans le renforcement des capacités de défense du Bélarus], *BelTA*, 6 avril 2018, disponible sur : [www.belta.by](http://www.belta.by).

26. « Minister Vulin Visited Belarusian Military Academy and "All Saints" Church in Minsk », ministère de la Défense de la République de Serbie, 20 février 2020, disponible sur : [www.mod.gov.rs](http://www.mod.gov.rs).

son sein. Si au début des années 1990, on comptait environ 40 % de « Bélarusses ethniques » parmi les officiers du pays, ce chiffre a aujourd'hui augmenté de manière significative. Les données ne sont pas communiquées officiellement, mais ces dernières années, la proportion de Bélarusses parmi les nouveaux élèves de l'Académie militaire serait supérieure à 95 % tandis que celle des Russes serait d'environ 2 %.

Trente ans se sont écoulés depuis le rétablissement de l'indépendance : naturellement, les généraux de l'époque soviétique ne sont plus en place. Or, devenir général au Bélarus n'est pas chose facile. Une loyauté totale envers le régime est la première qualité exigée de la part des candidats. Cette loyauté est étroitement contrôlée par les services spéciaux. Les conditions ne sont donc pas réunies pour qu'une influence extérieure significative puisse s'exercer sur la direction militaire du pays en particulier, et sur les responsables des structures de force en général. Les structures de force du Bélarus et de la Russie interagissent à la fois dans des cadres multilatéraux (OTSC et CEI) et au niveau bilatéral. Cependant, il s'agit précisément d'interaction et de coordination, et non de subordination.

## L'argent est le problème principal, mais pas le seul

Tout au long de la période postsoviétique, l'armée a toujours été sous-financée, ce qui a pesé sur son développement et son réarmement. La guerre russo-ukrainienne n'a pas suscité d'augmentation des budgets alloués à la défense nationale.

**Tableau 1. Dépenses militaires du Bélarus**

Année	Dépenses militaires en millions de dollars <sup>27</sup>	En % du PIB	PIB, en millions de dollars <sup>28</sup>
2011	586,456	0,88	66 453,334
2012	603,177	0,92	65 694,122
2013	702,663	0,93	75 563,412
2014	717,738	0,91	78 879,216
2015	581,029	1,03	56 673,151

27. Données issues des projets de loi budgétaire pour les années 2011-2019, du Décret du 30 décembre 2019 n° 495 « Sur la spécification de certains indicateurs du budget national pour 2019 », de la loi « Sur le budget de la république pour 2020 » consultés sur le site [pravo.by](http://pravo.by). Nous avons utilisé le taux de change annuel moyen rouble bélarusse-dollar en nous fondant sur les données de la Banque nationale du Bélarus consultées sur le site [nbrb.by](http://nbrb.by).

28. Données de la Banque mondiale pour le Bélarus au 8 juin 2020, *Op. cit.*

2016	523,109	1,1	47 749,057
2017	521,962	0,95	54 740,656
2018	661,219	1,1	60 060,886
2019	596,567	1,02	58 486,994
2020	588,933	-	-

L'économie du Bélarus est très instable, et sa devise subit régulièrement des dévaluations. La demande de nouveaux équipements militaires est satisfaite par le biais d'importations coûteuses (systèmes de défense antiaérienne et aviation), et la part des composants importés dans les produits fabriqués par le CMI bélarusse est élevée. Les données ci-dessus montrent que les autorités bélarusses ne considèrent pas la défense nationale comme une priorité, qu'elle ne relève pas de la catégorie des dépenses essentielles et que tout phénomène économique négatif affecte directement ce poste de dépenses.

Il convient cependant de noter qu'une partie des dépenses militaires est financée par d'autres postes de dépenses budgétaires (par exemple, les programmes d'État, dont l'armée peut être l'un des bénéficiaires) et par des sources extrabudgétaires. Il est difficile d'estimer le montant exact de ce financement, mais il n'a jamais dépassé 150 millions de dollars par an pour la période considérée, à l'exception de l'année 2019, quand il a atteint, selon les estimations, entre 205 et 265 millions de dollars. Cela s'explique par l'achat à la Russie de quatre chasseurs Su-30SM dont le coût exact n'est pas connu, mais qui est de l'ordre de 35 à 50 millions de dollars par pièce.

Le CMI bélarusse manque également de fonds pour la recherche et le développement (R&D). Au Bélarus, la réglementation de l'industrie de la défense et des exportations militaires est confiée au Comité militaro-industriel d'État (Goskomvoenprom), qui réunit des entreprises assurant plus de 90 % de la production militaire du pays. En 2019, la production de ces entreprises a été d'une valeur d'environ 670 millions de dollars, mais leurs investissements ne se sont élevés qu'à un peu plus de 40 millions de dollars. Le Goskomvoenprom ne s'est vu allouer qu'un budget d'environ 0,3 million de dollars pour financer les recherches scientifiques, ce qui est une somme insignifiante. De fait, la direction du pays considère le CMI comme une « poule aux œufs d'or », mais oublie que cette poule doit être nourrie avec des investissements, et préfère au contraire retirer à l'industrie de la défense l'argent que celle-ci génère, par le biais d'impôts et de dividendes.

La vulnérabilité accrue du CMI est également liée à la concentration excessive de la production : trois grandes entreprises hautement

spécialisées représentent plus de 70 % de la production industrielle au sein du système Goskomvoenprom (qui comprend 25 entreprises, dont 22 sont des entreprises de production). Soulignons qu'au total, 155 organisations biélorusses détiennent des licences les autorisant à fabriquer des produits à usage militaire<sup>29</sup>.

## La communauté biélorusse du renseignement

Le renseignement extérieur relève du Comité pour la sécurité de l'État (KGB, conformément à la tradition politique soviétique), de la Direction principale du renseignement de l'état-major de l'armée (GRU) et des structures compétentes du Comité des douanes de l'État<sup>30</sup>. Dans ce dernier cas, il s'agit plutôt de renseignements policiers.

Par nature, le secteur du renseignement est rarement sous les projecteurs. Ceci est particulièrement vrai au Biélorus. On peut néanmoins souligner un certain nombre de points. Le KGB biélorusse a longtemps travaillé en étroite collaboration avec le Service fédéral de sécurité russe (FSB). Cependant, ces dernières années, de nombreux signes de tension sont apparus entre les deux services. Le Service russe de renseignement extérieur (SVR) a alors cherché à s'imposer comme le partenaire privilégié du KGB biélorusse. Ce rapprochement est dû en grande partie à la personnalité du chef du SVR Sergueï Narychkine, partisan de longue date de l'Union russo-biélorusse, dont il a une vision conforme à celle des autorités de Minsk : la Russie fournit un soutien financier et économique à grande échelle au Biélorus en échange de la loyauté stratégique de celui-ci.

Les commentaires des responsables biélorusses montrent qu'ils sont très bien informés des détails de la guerre entre la Russie et l'Ukraine – des deux côtés de la ligne de front. Malgré l'existence d'un « Accord sur les principes fondamentaux de la coopération entre les services de renseignement des agences de sécurité des pays de la CEI » en vertu duquel ces derniers (y compris le Biélorus, l'Ukraine et la Russie) se sont engagés à ne pas s'espionner les uns les autres, le renseignement militaire biélorusse recueille de nombreuses informations confidentielles, principalement par des moyens techniques. En Lituanie et en Pologne, le GRU biélorusse a été accusé à plusieurs reprises de mener des activités de renseignement et de

---

29. « About State Authority For Military Industry », Site de l'Autorité d'État biélorusse pour l'industrie militaire, 6 juin 2020, disponible sur : [www.vpk.gov.by](http://www.vpk.gov.by).

30. Décret du Président de la République du Biélorus n° 116 du 25 mars 2003 « Sur les questions de renseignement extérieur », site du KGB du Biélorus, 8 juin 2020, disponible sur : <http://kgb.by>.

recrutement <sup>31</sup>, et de travailler en coopération avec les services de renseignement russes. Un observateur extérieur n'a bien sûr pas la possibilité de confirmer ou de réfuter ces accusations.

---

31. D. Mickevič, « Ocenka ugroz nacional'noj bezopasnosti Litvy » [Évaluation des menaces pesant sur la sécurité nationale de la Lituanie ], partie 2, *Belarus Security Blog*, 20 septembre 2016, disponible sur : <https://bsblog.info>.





# La sécurité intérieure du régime

Le système de sécurité intérieure bélarusse reflète largement les représentations et les priorités du président. Sa mission principale consiste à assurer la survie du régime politique existant, ce que la communication officielle dissimule derrière des euphémismes tels que « protéger l'ordre constitutionnel », « maintenir l'ordre public » ou « préserver la stabilité sociopolitique<sup>32</sup> ». Selon le président Loukachenko, les droits et libertés fondamentaux de l'individu se limitent à la sécurité physique et à un certain nombre de garanties sociales (accès à l'éducation et aux soins, soutien aux personnes handicapées). Les citoyens ne sont pas pleinement reconnus comme sujets politiques. Formellement, tous sont égaux devant la loi et la fonction principale de l'État est de protéger leurs droits et libertés (article 2 et section 2 de la Constitution). Au niveau des relations des individus entre eux ou avec les organes de base du pouvoir étatique, ces principes sont la plupart du temps respectés. Ce n'est plus le cas dès lors que les intérêts ou les besoins d'un individu entrent en conflit avec les intérêts de l'État selon la perception qu'en ont les hautes autorités politiques du pays.

Dans le système juridique actuel du Bélarus, les normes et procédures juridiques sont importantes, mais pas déterminantes. Puisqu'il n'est pas autosuffisant sur les plans économique et technologique, le régime ne peut se permettre d'ignorer complètement les normes et standards internationaux. Il se retrouve contraint de les appliquer partiellement ou en apparence, tout en s'assurant que la pérennité du régime ne s'en trouve pas menacée.

## Les principales étapes de la formation du système de sécurité intérieure

L'histoire du système de sécurité intérieure du Bélarus peut être schématiquement divisée en trois phases.

---

32. « Lukašenko provel soveščanie s silovikami po povodu vyborov » [Loukachenko a tenu une réunion avec les représentants des forces de l'ordre à propos des élections], *Belrynok*, 9 juin 2020, disponible sur : [www.belrynok.by](http://www.belrynok.by).

La première, de 1994 à 2004, a été celle de la formation du pouvoir autocratique d'Alexandre Loukachenko, de la progression du projet d'intégration avec la Russie et de l'élimination de la criminalité organisée.

La deuxième phase a duré jusqu'en 2018. Ses principales caractéristiques ont été la stabilité du système politique (due notamment au fort soutien économique et politique fourni par le Kremlin), la suppression quasi totale de tous les pôles alternatifs d'influence politique à l'intérieur du pays, ainsi que la fragmentation du système politico-judiciaire et la création de nouveaux services spéciaux. Cette période a aussi été marquée par le début des difficultés économiques et par des signes de plus en plus nombreux de l'inadaptation du système de pouvoir à la situation à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

La troisième phase est actuellement en cours. Elle est liée à la baisse brutale des ressources financières de l'État, à la dégradation du système de gestion étatique et à l'exacerbation des tensions entre Minsk et Moscou. Le régime biélorusse s'est retrouvé privé d'un appui extérieur qui lui avait longtemps permis d'évoluer dans une certaine zone de confort.

La mise en place du pouvoir autocratique d'Alexandre Loukachenko a permis de venir assez rapidement à bout de la criminalité. La disparition soudaine de plusieurs personnalités de premier plan de la pègre y a contribué. Les autorités ne contestent que du bout des lèvres l'hypothèse selon laquelle elles auraient ordonné des exécutions extrajudiciaires<sup>33</sup>.

La lutte contre la criminalité et contre l'opposition politique a favorisé une hausse rapide des effectifs de la police et des services spéciaux. De nombreux officiers s'étant retrouvés sur le marché du travail du fait de la diminution des effectifs militaires ont ainsi pu retrouver un emploi. L'essor des structures de force de l'État a certes permis d'améliorer le niveau global de sécurité dans le pays, mais au prix d'une réduction des droits et libertés politiques des citoyens et de l'usurpation du pouvoir.

Au-delà des aspects politiques, la croissance des effectifs des services spéciaux durant cette période était inévitable car le Bélarus devait mettre en place toutes les institutions d'un État indépendant. Minsk s'est retrouvé doté de nombreuses prérogatives qui jusqu'alors relevaient de Moscou, par exemple en matière de renseignement extérieur et de télécommunications gouvernementales. Le KGB biélorusse, tout en restant le principal service spécial du pays et en conservant de vastes compétences, a cessé d'être l'unique agence de sécurité disposant de fonctions politiques.

---

33. V. Fedorovič, « Orgprestupnost' v Belarusi. Vojna do poslednej vorovskoj krovi » [Le crime organisé au Bélarus. L'extermination de la pègre], *Naviny.by*, 10 octobre 2012, disponible sur : <https://naviny.by>.

Le Service de sécurité du président du Bélarus a vu le jour en 1994. Présenté comme un organe de protection des hautes personnalités de l'État, il a rapidement empiété sur certaines fonctions dévolues au KGB. Cela s'explique par plusieurs raisons :

- ▀ Le KGB avait conservé depuis l'époque soviétique l'image effrayante d'un instrument de terreur politique et le président Loukachenko, issu d'une couche sociale défavorisée, était *a priori* méfiant envers cette organisation opaque ;
- ▀ Dans les premières années de l'indépendance, le KGB est resté en contact étroit avec les services spéciaux russes du fait de leur histoire commune. Or, Loukachenko et son entourage ne souhaitaient pas que le Kremlin soit informé de leurs nouveaux objectifs.

Dans un premier temps, la proximité du KGB avec Moscou et son importance pour la répression de l'opposition politique et des centres de pouvoir alternatifs ont empêché Loukachenko de conduire une purge en son sein. Le président ne pouvait alors pas se permettre d'affaiblir le KGB, d'autant que les liens de celui-ci avec Moscou ont sans doute favorisé le soutien politique et économique que la Russie a apporté au régime bélarusse dans la seconde moitié des années 1990.

Pour cette raison, le régime a pris une décision qui s'est révélée positive pour sa stabilité : créer simultanément plusieurs nouveaux services spéciaux.

Dans les années 2000, le président Loukachenko a continué à renforcer son pouvoir. De diverses manières, allant de la répression directe à la corruption et à l'infiltration d'agents des services spéciaux, l'opposition a d'abord été divisée, puis pratiquement éliminée de l'espace politique. Les autorités ont déployé des efforts considérables pour obtenir une dépolitisation de la société en contrepartie de l'amélioration du niveau de vie. Grâce au soutien financier russe et à un contexte économique international favorable, il a été possible, malgré des crises périodiques, d'augmenter les revenus de la population et de préserver un secteur public pléthorique. Ce dernier jouait un double rôle : empêcher la formation d'une oligarchie qui s'emparerait de vastes pans des biens de l'État, sur le modèle russo-ukrainien, et contrôler la population. 70 % des emplois étant fournis par l'État, s'opposer aux autorités se traduisait très souvent par un licenciement et l'impossibilité ultérieure de retrouver du travail.

Depuis l'instauration du régime de Loukachenko, les entreprises privées ont toujours été soumises à une forte pression de la part des services spéciaux et des forces de l'ordre. L'activité économique est devenue si réglementée qu'il s'est finalement révélé impossible de faire

fonctionner une entreprise sans enfreindre la loi. En outre, la plupart des mécanismes de garantie de la propriété privée ont été éliminés. Naturellement, dans ces conditions, pour les chefs d'entreprise, se mêler de politique est devenu synonyme de faillite.

L'achat de la loyauté politique de la population en contrepartie d'une hausse du niveau de vie, associé à la répression et à l'élimination de tout moyen de financer la lutte depuis l'intérieur du pays, a laminé les organisations d'opposition. Les élections sont devenues des rituels destinés à officialiser la nomination des députés par le régime. Aux élections à l'Assemblée nationale en 2004, aucun candidat des forces démocratiques n'a été élu député. Cette situation a perduré jusqu'en 2016, lorsque les autorités, dans un souci de normalisation des relations avec l'Ouest, ont *de facto* nommé député un représentant des forces d'opposition (sur les 110 sièges que compte l'Assemblée nationale). À l'issue des législatives de novembre 2019, le nombre de membres de l'opposition à l'Assemblée nationale est revenu à zéro.

Les élections au Bélarus ne sont plus qu'un élément décoratif, et les organes représentatifs, y compris le Parlement, n'ont pour seule fonction que de légitimer la volonté d'Alexandre Loukachenko et des fonctionnaires nommés par lui.

La fragmentation des structures de force s'est poursuivie. Le Centre opérationnel et analytique auprès du président (OAC), créé en avril 2008, avait formellement pour tâche principale de réglementer la protection des secrets d'État de la République du Bélarus ou d'autres informations protégées conformément à la législation. Ce n'était en réalité qu'une partie de ses fonctions. Le président a par la suite déclaré publiquement que l'autre mission de l'OAC consistait à contrôler la couche la plus élevée de la bureaucratie, ainsi que de superviser les projets d'importance stratégique de l'État.

Le Comité d'enquête du Bélarus (SKB) a été créé en septembre 2011. Cette nouvelle structure a rassemblé les organes d'instruction du parquet, du ministère de l'Intérieur et des services chargés des crimes économiques. Le KGB a pu conserver son propre appareil d'enquête, arguant que sa compétence s'étendait à des délits pénaux spécifiques, étroitement liés aux questions de sécurité nationale, notamment aux informations classées secrètes. Le SKB ne relève pas du gouvernement et est directement subordonné au chef de l'État. Son apparition a significativement affaibli le ministère de l'Intérieur : ce dernier reste la principale structure de force du pays, mais l'une des missions du SKB est de contrôler les résultats de son action. En août 2019, le président a laissé entendre qu'il examinait les

possibilités d'extraire du KGB la structure chargée des télécommunications gouvernementales<sup>34</sup>.

Le système de sécurité intérieure est aujourd'hui affecté par un certain nombre de phénomènes négatifs qui s'inscrivent dans la durée. Le soutien financier russe au régime a été pratiquement réduit à zéro. Le fait que Loukachenko ne soit plus l'homme permettant au pays d'accéder à l'argent de la Russie remet en question sa légitimité aux yeux de la bureaucratie. La situation est aggravée par la crise économique : le modèle économique bélarusse, où le secteur public est largement majoritaire, est incapable de survivre dans le contexte d'une concurrence de marché s'il ne dispose pas d'une manne extérieure constante. Pour la première fois, Alexandre Loukachenko se présente à une élection présidentielle sans avoir accompli de progrès significatifs au cours de son mandat en cours, et sans idée précise de la manière dont il entend développer le pays à l'avenir. En outre, sa réponse – ou plutôt son absence de réponse – à la pandémie de coronavirus a été très problématique. Les autorités n'ont pas été en mesure d'évaluer la situation en temps utile et de réagir de façon appropriée<sup>35</sup>. En outre, le comportement personnel et les déclarations du président pendant l'épidémie ont encore accru le mécontentement de la société<sup>36</sup>.

## Un paradoxe inconnu

Au cours des 26 dernières années, les prérogatives des structures de force au Bélarus ont été progressivement étendues. Leur personnel dispose d'un éventail de droits assez large et doit, selon la loi, se plier à des devoirs classiques : agir dans la légalité, respecter la dignité et l'honneur des citoyens, faire preuve d'humanité, etc. La situation actuelle est paradoxale dans la mesure où les droits des personnes employées par le système de sécurité sont plus enfreints que ceux des citoyens ordinaires. Il ne s'agit pas seulement des restrictions habituelles liées à tout emploi dans le secteur de la sécurité nationale (par exemple, les restrictions du droit de grève et de l'activité politique). Les forces de l'ordre bélarusses se voient imposer des obligations illégales.

---

34. « Poseščenie ob"ekta pravitel'stvennoj sv"azi KGB » [Visite au centre de communication gouvernementale du KGB], site de la présidence du Bélarus, 9 août 2019, disponible sur : <http://president.gov.by>.

35. « Belarusian Authoritarianism – A Brand of Low-Quality Goods », *Belarus Security Blog*, 15 avril 2020, disponible sur : <https://bsblog.info>.

36. « Belorusy ždut ot gosudarstva zapreta vseh massovyh meropriâtij » [Les Bélarusses attendent de l'État qu'il interdise tous les événements de masse], *Naviny.by*, 29 avril 2020, disponible sur : <https://naviny.by>.

Les structures de pouvoir manquent de personnel aux échelons les plus bas, ce qui se traduit par une augmentation du nombre d'heures de travail des agents en poste. Un autre problème réside dans la culture des relations entre les chefs et les subordonnés, ces derniers faisant régulièrement l'objet de brimades et humiliations<sup>37</sup>. Formellement, ils ont la possibilité de se plaindre du comportement de leur supérieur hiérarchique immédiat à des instances supérieures. Dans les faits, l'annulation par un responsable de haut niveau de la décision prise par un responsable de niveau inférieur et *a fortiori* la sanction du responsable ont rarement lieu, car elles seraient assimilées à un affaiblissement de la verticale du pouvoir.

Les droits des employés des structures de force sont également enfreints par l'obligation qui leur est faite de s'abonner aux publications officielles de leurs organisations respectives (quand elles existent). Or ces abonnements sont souvent d'un prix démesuré. En outre, les agents sont contraints de participer à des collectes de fonds visant à financer divers événements, que ceux-ci représentent un intérêt pour eux ou non. Ils sont aussi forcés à adhérer à diverses organisations, comme l'Union de la jeunesse bélarusse ou des syndicats de fonctionnaires.

## L'entretien de la loyauté

La discipline, l'obéissance et la loyauté des structures de force envers les dirigeants du pays sont assurées par un système de contrôle global. Il existe plusieurs types de contrôle des activités de ces services et de leurs employés. Le premier niveau est le contrôle effectué par les supérieurs hiérarchiques directs. Ce contrôle n'est pas toujours efficace. La forte bureaucratisation des structures de force ne laisse pas aux chefs le temps d'exercer un contrôle total sur les activités de leurs subordonnés. Le deuxième niveau est le contrôle interne à chaque administration, qui est effectué par les structures les plus haut placées.

Les activités des organes de force sont ensuite contrôlées par leurs services de sécurité interne et par le KGB. Le KGB n'est cependant pas tout-puissant. Bien que peu d'informations soient disponibles à ce sujet, on peut affirmer qu'il est lui-même soumis à une forme de contrôle. Il semble que les services spéciaux se contrôlent mutuellement, et que leurs chefs sont étroitement surveillés par leurs collègues-concurrents.

---

37. « V Kričeve milicionery otdavali načal'stvu svoi premii. Čto otvetit Šunevič ? » [À Kritchev, les policiers donnaient leurs primes à leurs supérieurs. Qu'en dira Chounevitich ?], *Naviny.by*, 29 avril 2020, disponible sur : <https://naviny.by>.

La supervision effectuée par le parquet est purement formelle. Cette instance fusionne régulièrement, au niveau le plus bas, avec les structures de force. Une fusion similaire s'observe fréquemment entre les autorités locales et les entreprises privées, ce qui crée un système totalement enchevêtré.

Le président du Bélarus demeure l'instance de contrôle suprême. Soulignons également l'importance de la verticale idéologique inspirée du modèle soviétique qui a été mise en place au sein de tous les organes de force du Bélarus. Parallèlement aux organisations évoquées plus haut et auxquelles les agents des structures de force bélarusses sont obligés d'adhérer, les idéologues ont formé un système qui est appelé non seulement à endoctriner les agents et à leur inculquer la loyauté envers le chef de l'État, mais aussi à contrôler leur vie privée. Il n'existe aucune forme de supervision citoyenne ou démocratique. L'activité des structures de force est opaque pour le grand public. La majeure partie des informations les concernant est couverte par la loi sur le secret d'État.





# Conclusion

Depuis son arrivée à la présidence, Loukachenko a consacré l'essentiel de ses efforts au renforcement et à la conservation de son pouvoir. Le développement économique du pays a été sacrifié au nom de cet objectif, ce qui a fini par provoquer la contraction des ressources financières dont dispose le régime et qu'il utilise à la fois pour « acheter » la loyauté de la population et pour développer les organes de sécurité. Le soutien de la Russie a longtemps masqué la faiblesse des ressources matérielles des autorités. Or, ce soutien n'existe plus et ne sera sans doute pas restauré à l'avenir.

Les spécificités du régime en place au Bélarus rendent impossible une prise de contrôle des structures de force du pays par des acteurs étrangers : elles se trouvent entièrement sous l'autorité des dirigeants politiques de Minsk. Moscou n'exerce pas d'influence notable sur ces services.

Étroitement contrôlées, ces structures n'ont aucune possibilité de jouer un rôle indépendant au sein du système du pouvoir. Les généraux sont parfaitement loyaux envers le président et ne caressent pas d'ambitions politiques. On n'observe au sein des forces de sécurité aucune conscience de leurs intérêts corporatifs et aucune volonté de les défendre ; en revanche, une certaine méfiance règne entre les responsables des différentes agences.

Le pouvoir bélarusse reste anti-occidental dans ses convictions. Pour autant, la Russie n'est pas non plus perçue comme une alliée mais, plutôt, comme un partenaire inévitable et problématique, voire, sur certains dossiers, comme un rival. Le Bélarus aspire à limiter les éventuelles pressions russes par des moyens non militaires, c'est-à-dire en ayant recours aux outils fournis par les forums d'intégration postsoviétiques (CEI, OTSC, UEEA) et par des coalitions périphériques avec les pays de la CEI, ainsi qu'au soutien d'acteurs extrarégionaux. De ce fait, les dépenses militaires du pays demeurent depuis longtemps à un niveau relativement bas.

Les centres d'influence politique alternatifs ont été éliminés à l'intérieur du pays, et la totalité du pouvoir est concentrée entre les mains d'Alexandre Loukachenko. Le régime semble stable. Le système actuel des structures de force a été adapté aux missions et aux capacités financières de l'État. Il faut cependant garder à l'esprit que le régime bélarusse a

surmonté toutes les crises précédentes de politique intérieure et étrangère en bénéficiant d'un soutien massif de Moscou. Aujourd'hui, Alexandre Loukachenko a perdu l'appui du Kremlin et n'est pas parvenu, malgré tous ses efforts, à le remplacer par un allié d'un niveau comparable. Depuis dix ans, l'économie et les revenus de la population du Bélarus stagnent. Les employés des forces de sécurité le ressentent directement. Le régime n'a plus les moyens d'acheter leur loyauté en dépensant à tout-va. Enfin, il est par définition impossible de déterminer le niveau de stabilité des régimes « personnalistes » fermés ; même un événement non politique mineur est susceptible de provoquer l'effondrement d'un tel système.

Le régime d'Alexandre Loukachenko est confronté à la crise la plus grave de son histoire (stagnation économique, pires relations avec le Kremlin depuis trente ans, mécontentement interne croissant à l'égard de la politique des autorités), et l'épidémie de coronavirus a encore assombri le tableau. Dans les mois à venir, on saura si la combinaison de tous ces facteurs donnera lieu à une situation propice au renversement du pouvoir en place au Bélarus. En attendant, la répression qui s'est abattue sur les contestataires pendant la campagne électorale actuelle a montré que la force restait la ressource la plus importante – et peut-être désormais la seule – dont dispose l'autocrate.

# Les dernières publications de *Russie.Nei.Reports*

- ▀ [T. Kastouéva-Jean \(dir.\), « Mémoire de la Seconde Guerre mondiale dans la Russie actuelle »](#), *Russie.Nei.Reports*, n° 31, Ifri, juin 2020.
- ▀ [O. Konkka, « Quand la guerre s’invite à l’école : la militarisation de l’enseignement en Russie »](#), *Russie.Nei.Reports*, n° 30, Ifri, mai 2020.
- ▀ [B. Lo, « The Return: Russia and the Security Landscape of Northeast Asia »](#), *Russie.Nei.Reports*, n° 29, Ifri, mars 2020.
- ▀ [T. Mitrova, V. Yermakov, « Russia’s Energy Strategy-2035: Struggling to Remain Relevant »](#), *Russie.Nei.Reports*, n° 28, Ifri, décembre 2019.
- ▀ [B. Lo, « Greater Eurasia: The Emperor’s New Clothes or an Idea whose Time Has Come? »](#), *Russie.Nei.Reports*, n° 27, Ifri, juillet 2019.
- ▀ [D. Gorenburg, P. Schwartz, « Russia’s Relations with Southeast Asia »](#), *Russie.Nei.Reports*, n° 26, Ifri, mars 2019.
- ▀ [V. Inozemtsev, « Kremlin-Linked Forces in Ukraine’s 2019 Elections: On the Brink of Revenge? »](#), *Russie.Nei.Reports*, n° 25, Ifri, février 2019.
- ▀ [S. Blank, Y. Kim, « Making Sense of Russia’s Policy in Afghanistan »](#), *Russie.Nei.Reports*, n° 24, Ifri, septembre 2018.
- ▀ [E. Stepanova, « Russia’s Afghan Policy in the Regional and Russia-West Contexts »](#), *Russie.Nei.Reports*, n° 23, Ifri, mai 2018.
- ▀ [R. Sakwa, « Russo-British Relations in the Age of Brexit »](#), *Russie.Nei.Reports*, n° 22, Ifri, février 2018.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d’informations), merci d’écrire à l’adresse suivante : [souin@ifri.org](mailto:souin@ifri.org)



Institut français  
des relations  
internationales